

### Que doit faire le centrisme pro-européen pour exister ?

Quelques minutes après 20h, au soir du premier tour, le couperet tombe : François Bayrou, représentant d'un centrisme « réalisme et responsable », et d'une vision pour l'Europe qu'on ne peut lui renier, n'obtient pas un résultat à deux chiffres. A défaut d'être le troisième homme, il est le cinquième. Quant aux autres centristes connus ou revendiqués comme tels, ils n'ont pas voulu ou n'ont pas su se faire entendre, et encore moins se présenter.

Un mois plus tard, ce même François Bayrou perdait son poste de député lors des élections législatives. Remarque intéressante, lors du décompte des forces politiques au sein de l'Assemblée Nationale par les journalistes, les 14 députés du Nouveau Centre nouvellement élus ont été considérés et comptabilisés comme des forces de la droite « traditionnelle ».

Le centrisme, comme force politique réelle, reste donc encore à construire.

Bien sûr, les moqueurs professionnels vont continuer de persifler le président du MoDem. C'est d'ailleurs le sort commun à Nicolas Dupont Aignan et à Bayrou d'être raillés pour leurs convictions et pour leur refus de se soumettre aux grosses machines électorales que sont l'UMP et le PS. Et pourtant, c'est le président du MoDem, et pas les grands partis politiques, qui a insisté sur la gravité de la crise à venir. Une situation que le monde entier voit, mais qui a été absente des discours à la présidentielle<sup>1</sup>. Ce qui l'a emporté, c'est le statu quo (UMP et PS) et le ras-le-bol le plus radical et le plus brouillon à ce même statu quo (FN et Front de Gauche). Les Français semblent s'être, à terme, intéressés à la campagne présidentielle, montrant une « soif citoyenne » positive pour le pays. Mais les hommes politiques ont-ils été à la hauteur idéologiquement ? La question de la crise a été bien trop peu traitée, à l'exception du centre, comme on vient de la rappeler. Et la politique étrangère a été globalement oubliée pendant la campagne<sup>2</sup>. Par contre, la place de l'islam en France a été à nouveau utilisée, avec les mêmes relents islamophobes, comme s'il s'agissait du premier problème de la France. Que des hommes politiques se préoccupent plus de la façon dont certains animaux sont achevés

---

<sup>1</sup> AFP, « A Bordeaux, Bayrou dénonce « le mépris » de ceux qui cachent aux Français la gravité de la crise », 20 avril 2012, <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5g9bdQCN2ytM1HaxK2UaWwMUoKBIg?docId=CNG.5b95f0201a305341c1d00240732d9b76.5d1>

<sup>2</sup> Pascal Boniface, "La politique étrangère, grande absente de la campagne électorale", Le Nouvel Obs, 27 avril 2012, <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/540841-la-politique-etrangere-grande-absente-de-la-campagne-electorale.html>

plutôt que du rang de la France dans le monde est sans doute le meilleur exemple de la médiocrité politique ambiante.

Les élections législatives ont conforté cette bassesse politique par les discours nocifs de certaines personnes à droite cherchant désespérément à récupérer les voix de l'extrême droite. Le ras-le-bol citoyen a finalement été confirmé par un taux d'abstention record à ces élections législatives.

La France et l'Europe sont maintenant plongées dans un monde bien plus compétitif que par le passé, et qui risque de devenir de plus en plus multipolaire. Et les véritables règles des relations internationales n'ont pas changé : les marchés, l'influence diplomatique, que les uns gagnent, se fait au détriment des moins compétitifs.

Un centrisme fort en France est important pour la politique intérieure du pays comme pour les autres pays européens. C'est une force qui intrinsèquement se présente comme pro-européenne. Quand on se définit « de droite » ou « de gauche », on peut jouer sur le ras-le-bol face à Bruxelles. Le souverainisme dans ces deux cas est une possibilité attrayante. Le centrisme, intellectuellement, n'a pas cette option, ce qui force les centristes à se concentrer sur une réalité, sans divaguer, sans faire de populisme : les pays européens éviteront de devenir un grand musée pour le reste du monde que s'ils travaillent effectivement ensemble. Et l'UE, dans les décennies à venir, a besoin de leaders politiques ayant cette obsession en tête. Les débats sur la burqa, sur l'étendue de la liberté d'expression, sont bien sympathiques quand on est sûr de rester une grande puissance au 21<sup>ème</sup> siècle. Quand ce n'est pas le cas, et qu'on est un tant soit peu patriote, une revue des priorités est de rigueur.

Le centrisme a, malgré ses difficultés récentes, des possibilités de s'imposer dans le système politique. Les Français ne semblent pas être des partisans acharnés d'un bipartisme que la droite et la gauche appellent de leurs vœux ; encore une fois les évolutions de cette élection présidentielle l'ont prouvé. Mais pour cela, il lui faut se positionner clairement, sur un certain nombre de points :

- il lui faut avant tout une **clarté idéologique, dépassant les questions de personnes**. Ce dont souffre le centrisme actuel, ce sont les luttes de personnes, chacun cherchant à avoir sa chapelle, son groupe, ancré sur sa personne. Très clairement il faut un vrai leadership. Mais un leadership fonctionnant sainement, aujourd'hui, se doit d'être une équipe, plus qu'une personne. Il faudrait un jour avoir assez de centristes compétents et connus au niveau national pour avoir des primaires centristes, comme il y en a eu à gauche, et comme il devrait y en avoir à droite. Il est de la responsabilité des leaders centristes de se parler, de se rapprocher, si pour eux le centrisme a véritablement un sens. Il semblerait que la jeune génération aille dans



ce sens, mais que les anciens trainent des pieds. L'un des points de divergence dans la vieille garde centriste semble être le rapport à la droite et à la gauche. C'est ici que la clarté idéologique est particulièrement importante. Les vrais centristes doivent arrêter de se considérer comme des supplétifs.

**- Il faut continuer à dire la vérité aux Français, notamment sur la situation économique actuelle.** Il ne faut pas avoir un doctorat en Economie pour comprendre qu'une dette et un déficit élevés combinés à une croissance faible nécessitent que des réformes structurelles fortes et sur plusieurs années soient mises en place afin d'inverser la tendance. La solidarité avec les pays européens est indispensable pour allier gestion économe et rationnelle en interne d'une part et recherches de sources de croissance au niveau européen d'autre part. Et arrêtons de blâmer l'Europe et l'euro alors que des politiques de dépenses supérieures aux recettes subsistent en France depuis plus de 30 ans. La question n'est pas simplement monétaire : c'est une question de bon sens. Est-ce que le Royaume-Uni, qui n'a pas adopté l'euro, est dans une situation économique meilleure que la France ?

- Il serait également intéressant de donner à l'expression « **centrisme révolutionnaire** » **tout son sens, aussi bien sur le fond que sur la forme.** Bien entendu, l'expression un peu grandiloquente de Jean-François Kahn pourrait être repensée de façon plus sobre, et être définie comme un « **néo-centrisme** ». Un néo-centrisme qui reprendrait l'idée du journaliste sur l'idéologie, mais qui aurait également une forme plus « révolutionnaire ». Certes, le centrisme, c'est le pragmatisme, l'esprit de réforme. Mais le fait est que c'est le ton révolutionnaire qui plaît aux Français. C'est à leurs capacités de tribun que J-M Le Pen, Marine Le Pen, et Jean-Luc Mélenchon, ont dû et doivent leur influence politique. Il faut donc des leaders centristes qui sachent parler fort, avoir le verbe haut. Et se poser en s'opposant : si le « **néo-centrisme** » est un projet idéologique, il s'oppose forcément au statu quo actuel. Il doit savoir dénoncer les mensonges des uns, le cynisme des autres, dans l'espace politique français. François Bayrou a un style de pédagogue qui est très appréciable. Mais le centrisme a besoin de tribuns potentiellement plus « durs », plus idéologiques dans leur positionnement.

**- Enfin, il faut accepter une conquête sur le temps long, car la prise de pouvoir doit être autant idéologique que politique.** Si le vrai centrisme, c'est se définir sur des projets de société, alors ce qui compte est moins qu'un parti centriste gagne le pouvoir pour 5 ans, que les idées centristes l'emportent totalement idéologiquement, et que le centre, au sens large,



soit la force motrice de la vie politique française. Cela signifie accepter un travail de fond, et de longue haleine. On pense à tort que la pensée « européiste » domine totalement aujourd'hui. Mais cette pensée n'est d'aucune utilité si elle permet surtout de présenter Bruxelles comme l'éternelle bouc émissaire. Les élites françaises, en tout cas pour une partie d'entre elles, semblent s'être accommodées de l'Europe, au mieux au nom des blessures de guerres du passé, au pire parce qu'on ne peut plus revenir en arrière aujourd'hui. Les centristes devraient se faire les porte-paroles d'une Europe humaniste, ouverte sur le monde, mais également réaliste, acceptant la compétition internationale du 21<sup>ème</sup> siècle, et s'assurant que les Européens ne soient pas les grands perdants du monde de demain.

Face aux défis économiques et géopolitiques auxquels les pays européens devront faire face dans les prochaines décennies, il est grand temps qu'une force politique centriste européenne émerge, avec une véritable vision d'une société dans laquelle l'humanisme et le réalisme se mêlent et où l'Union européenne ne soit pas diabolisée, mais intégrée au cœur des réflexions politiques nationales. Le temps joue pour le centrisme, encore faut-il que les partis politiques censés le représenter utilisent ce temps à bon escient.